

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Quelle chance ...

**S**OUVENEZ-vous, il y a quelques années c'était devant un tableau, une baguette à la main. Puis, ce fut devant un feu de bois. Mais l'image de l'instituteur, et surtout de la causerie devant la cheminée, ça faisait quand même un peu rétro et aristo pour un président qui se veut si proche des Français !

Pour les monopoles de conquête, il fallait un président compétitif, des techniques de pointe...

Alors production, production ! Même l'image n'y échappe pas !

Et pour telle de cette figure allongée, les trois chaînes de télé, la radio, et une heure, c'est juste suffisant, juste un début.

L'image de son président pour chaque Français...

Que voulez-vous dans notre société de consommation, on est contraint d'avoir de tout en abondance, surtout ce dont on se passerait volontiers. La société libérale, ça se veut propre : d'abord, son président, parfait produit de grandes familles de la haute, passé au moule de polytechnique ou de l'ENA, net comme un sou neuf.

Son image ? Vous éteignez votre récepteur, elle ne laisse pas de traces. Même les députés et les ministres ne sont pas arrivés à faire mieux : eux, les affiches, ils ont juste réussi à les faire reculer sur les panneaux d'affichage, parce que vous savez, les autres, celles qui disent « Longwy, Dunkerque, Denain Solidarité », c'est sale sur les murs et puis ça pourrait laisser croire qu'il y a du chômage.

Et pour le son, c'est pareil : une seule voix qui parle, c'est bien plus moderne que ces manifestations archaïques où les gens sont obligés de se mettre par milliers pour dire « Giscard, des sous ! ».

Quand même, quelle chance on a !

Un président qui se manifeste et qui s'affiche pendant une heure régulièrement, à la place de tous ces manifestants et de toutes ces affiches, un président si proche, ce n'est pas à rater ce soir... d'autant plus que vous savez, le reste du temps, entre nous et lui, les rangées de casques deviennent de plus en plus nombreuses !

R.B

# Giscard-Barre s'attaquent au droit d'affichage

**Débat à l'Assemblée nationale pour limiter le droit d'affichage. Après le droit de manifestation, le gouvernement s'attaque à la liberté d'expression**

Voir article page 3

## Nouvelle provocation sioniste au Sud-Liban

**L**E commandant Haddad, le chef des milices de droite libanaise a déclaré qu'il annoncerait aujourd'hui « l'indépendance » des enclaves et des villages contrôlés par ses forces au Sud-Liban.

Cette décision arrive au moment même où l'armée régulière libanaise a commencé à reprendre possession du Sud-Liban, conformément au mandat du Conseil de sécurité de l'ONU lui enjoignant de remplacer les contingents de la FINUL et de rétablir sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Il est donc clair que cette initiative de Haddad, à laquelle à l'évidence les sionistes israéliens

ne sont pas étrangers, a pour but d'empêcher un retour à la normale après plusieurs années de guerre civile au Liban.

Ce que l'on appelle les « enclaves chrétiennes » et qui sont en réalité des secteurs contrôlés militairement par des milices réactionnaires, constituent pour l'Etat sioniste, à l'intérieur du Liban, une zone sous son influence directe.

Haddad ne fait d'ailleurs pas un secret de ses très bonnes relations avec l'Etat sioniste, quant aux sionistes, ils veillent personnellement à ce que ce précieux allié ne manque de rien.

Cette « indépendance » des enclaves chrétiennes pourrait donc se transformer rapidement si elle avait réellement lieu, en

un rattachement pur et simple à l'Etat d'Israël. C'est-à-dire pour celui-ci en une annexion d'une nouvelle partie d'un territoire arabe.

On peut cependant imaginer que le gouvernement libanais ne va pas accepter une partition du pays qui avait toujours été évitée, même au plus fort de la guerre civile.

De son côté, le cabinet sioniste de Tel Aviv a clairement annoncé la couleur en disant qu'Israël ne « tolérerait » aucune activité susceptible de porter atteinte aux positions des milices de droite. En plus d'une ingérence flagrante et sans aucune pudeur dans les affaires d'un pays indépendant,

cette déclaration constitue une menace claire. Des bombardements ont d'ailleurs lieu depuis trois jours à partir de ces enclaves et du territoire israélien contre les villes de Tyr et de Nabatyeh où se trouvent d'importantes quantités de réfugiés palestiniens.

Annoncée à Métoulla, en Israël, cette décision de Haddad apparaît donc clairement comme une provocation sioniste destinée à justifier une nouvelle opération militaire contre le Sud-Liban et contre les réfugiés palestiniens. Et ce, un peu plus d'un an après la grande agression de mars 1978 qui avait occasionné l'envoi des forces de la FINUL.

Serge FOREST



Maisons du Sud-Liban détruites par les bombes sionistes.

Nous publierons dans notre prochaine édition 2 pages consacrées aux rencontres de solidarité avec les sidérurgistes de Dunkerque, Denain et de Lorraine

Passez vos commandes à l'administration

AFGHANISTAN

100 conseillers soviétiques tués en mars au cours des combats avec les rebelles

SELON le *New York Times*, le nombre des conseillers soviétiques en Afghanistan serait de trois mille dont plus de mille auraient des fonctions militaires. Aucun de ces conseillers ne porte l'uniforme soviétique, ils sont soit en civil, soit sous uniforme afghan. Ces conseillers rempliraient un rôle croissant dans les combats qui opposent le gouvernement de Kaboul et les guerilleros musulmans. Selon les responsables du renseignement américain, une centaine de conseillers militaires soviétiques ont été tués le mois dernier.

LIBERIA

Manifestation contre la hausse du prix du riz

SAMEDI dernier Monrovia, capitale du Liberia, a été le théâtre de violentes manifestations de protestation contre une prochaine hausse des prix du riz. Ayant perdu le contrôle de la situation, les forces de l'ordre ont tiré, faisant 29 morts et 376 blessés.

La foule en colère s'est alors répandue dans toute la ville, pillant et saccageant les magasins dont 90 % auraient été détruits. Les dégâts de toutes sortes seraient de l'ordre de 180 millions de francs.

Le président William Toibert a lancé un appel au calme, précisant que la hausse du prix du riz n'était pas encore décidée.

NICARAGUA

Les sandinistes quittent Esteli

SAMEDI les sandinistes ont quitté la ville d'Esteli qu'ils avaient prise une semaine plus tôt. Ils n'étaient que 300 face aux renforts de la Garde nationale estimés à 2 000 hommes appuyés par l'artillerie et l'aviation.

La veille de leur départ, les sandinistes avaient élevé de grandes barricades, créé un décor laissant supposer un long siège. C'est ainsi que bien que la ville fût cernée de toutes parts par la Garde nationale, les sandinistes ont pu regagner les montagnes. Mais... le lendemain, les troupes gouvernementales sont entrées dans la ville, les représailles ont été terribles. Il y a peu de témoignages, les journalistes n'ayant pas été autorisés à assister à l'opération de nettoyage. Cependant un journaliste de l'*Associated Press* a pu en recueillir quelques uns avant d'être expulsé de la ville: « Les réfugiés étaient hébergés à l'hôpital San Juan de Dios pendant les combats. Jeudi après-midi, les soldats firent irruption et emmenèrent quarante hommes. Tous étaient blessés et la plupart inconscients. Ils les ont sortis et mitraillés sur place », raconte un témoin qui baisse la voix quand passe un soldat armé. Madame Gonzalez de Selva, raconte que son mari, le chirurgien de l'hôpital, a été emmené jeudi à midi alors qu'il sortait de la salle d'opération. Elle a retrouvé son corps dans la rue, criblé de balles.

Un autre journaliste du quotidien espagnol *Cambio 16* a été arrêté. Il avait assisté à tous les événements depuis une semaine.

E. LG

Le pape rapporte aux autorités polonaises

Les journalistes qui affluent à l'occasion de sa visite sont taxés

LES autorités polonaises ont décidé d'imposer aux journalistes étrangers qui accompagneront le pape dans sa visite en Pologne du 2 au 10 juin prochains le paiement d'un droit de 350 dollars. La somme devra être payée en dollars à la banque Händlowy de Varsovie. Une bonne affaire quand on sait que plus de 3 000 journalistes sont attendus en Pologne à cette occasion.

C'est la première fois que des journalistes se voient ainsi contraints de payer une « taxe » de ce type pour couvrir un événement.

De nombreux journalistes ont d'ores et déjà protesté fermement contre ce procédé. Ils craignent notamment que cela donne des idées aux autorités soviétiques. Les Jeux Olympiques ne sont pas loin...

ESPAGNE

20 000 employés de l'hôtellerie en grève

DEPUIS lundi 9 avril, les employés de l'hôtellerie de la Costa del Sol sont en grève. Bien que cette grève soit limitée à la côte qui longe le sud de l'Espagne, ce sont 20 000 employés qui ont cessé le travail. Très mal payés, ils revendiquent des augmentations de salaire. 250 grévistes ont été licenciés lors de cette grève qui paralyse un secteur essentiel de l'économie espagnole. Chaque année, l'Espagne double sa population du fait du tourisme qui constitue un apport considérable de devises.

ARGENTINE

Une grève générale envisagée pour la fin avril

UNE grève générale de tous les secteurs économiques est envisagée en Argentine pour la dernière semaine d'avril. Une telle grève n'a jamais eu lieu sous la dictature de Videla que la nouvelle ne manque pas d'inquiéter.

En témoignage la convocation par le sous-secrétaire d'Etat au travail des dirigeants syndicaux pour leur reprocher leur intense activité actuelle et leur rappeler les lois en vigueur limitant le droit de grève.

Cette grève fera suite à une série de conflits locaux où les travailleurs ont obtenu satisfaction. Forts de cette victoire, les syndicats ont décidé d'aller plus loin.

De plus, cette grève doit précéder de quelques jours l'annonce officielle faite par le gouvernement militaire d'une loi sur les associations professionnelles, destinée à supprimer la CGT, mise sous tutelle le lendemain du coup d'Etat. Cette loi est rejetée par l'ensemble des syndicats. Enfin, les syndicats estiment que le choix de la date correspondant aussi au fait que, dans un peu plus d'un mois doit se tenir l'assemblée annuelle de l'Organisation internationale du Travail, leur donne une certaine garantie et que le gouvernement n'osera pas s'en prendre aux organisations syndicales.

Par ailleurs les deux principales organisations syndicales, la Commission des 25 et la Commission nationale du Travail se sont mises d'accord à la fin du mois dernier sur un programme minimum de revendications communes.

Elles réclament le rétablissement et la pleine application de la loi sur les associations professionnelles, les œuvres sociales et les conventions collectives du travail. Elles exigent également

des augmentations de salaire, l'abandon de la politique économique actuelle du gouvernement qui a pour conséquence de ruiner l'économie nationale au profit des sociétés multinationales. Enfin, elles réclament la liberté des syndicalistes détenus sans raison ni procès.

Cette grève générale de la fin avril n'a pas pour seul objectif de satisfaire les revendications salariales, elle fait partie d'un vaste mouvement d'ensemble des syndicats et partis politiques démocratiques, pour mettre définitivement fin à la dictature de Videla.

Evelyn LE GUEN

Les nationalistes zimbabwe répliquent au raid rhodésien

LES patriotes Zimbabwe n'ont pas été longs à répliquer aux raids menés par les racistes rhodésiens contre les bases de guerilleros en Zambie et contre le siège même de la ZAPU dans la capitale zambienne, Lusaka.

Toute la semaine dernière avait été marquée par des raids aériens des racistes contre les installations des nationalistes basés en Zambie, la ZAPU de Joshua N'Komo et contre les

camps de réfugiés. Pays à la fois très pauvre et peu peuplé, la Zambie n'a nullement la force nécessaire pour s'opposer efficacement à ces agressions. C'est certainement ce qui a poussé le haut état-major raciste de Salisbury à tenter l'opération la plus provocatrice qu'il ait menée à ce jour : l'attaque, dans la capitale zambienne elle-même, du quartier général de la ZAPU par des troupes terrestres. C'est dans la nuit de jeudi à vendredi que s'est produite l'agression. Toute la nuit les combats ont fait rage entre les troupes racistes et les combattants zimbabwe. Finalement, les Rhodésiens ont dû se retirer sans avoir atteint leur but, l'anéantissement physique des dirigeants de la ZAPU, l'un des deux mouvements composant le Front patriotique, l'autre étant la ZANU.

La riposte n'a pas été longue à attendre. Dans la nuit de dimanche à lundi, un commando de guerilleros zimbabwe a attaqué un important dépôt de carburant dans la ville de Fort Victoria, à 50 kms au sud de la capitale Salisbury. Deux réservoirs de ce dépôt, le plus important du pays, ont été incendiés, transformant en épaisse fumée noire près de 5 millions de litres de carburant.

D'autre part, plusieurs bureaux de vote ont été attaqués par les guerilleros qui ont fait savoir leur intention de tout faire pour empêcher la parodie d'élection à laquelle se livre le gouvernement raciste et qui a été par ailleurs formellement condamnée par l'ensemble des instances internationales.

S.F.

Tenue à Paris d'un congrès d'exilés cubains

Une condamnation de la dictature au service de l'URSS

« L'Abandon de l'effort révolutionnaire pour l'indépendance nationale s'est manifesté par l'approbation cubaine à l'invasion de la Tchécoslovaquie et la participation obligatoire des jeunes cubains dans des aventures militaires hors du pays au service de la stratégie hégémonique soviétique », ont-ils déclaré.

Le congrès, qui a réuni quelque 80 écrivains, sociologues, professeurs, musiciens, poètes, dramaturges et peintres exilés, a dénoncé également la répression policière, la dégradation de la situation économique et l'enbrigadement de la jeunesse.

Les exilés cubains ont également exprimé leur solidarité envers les peuples d'Argentine et du Chili.

URSS

Se geler pour se meubler



Le 25 mars, des meubles importés de Yougoslavie devaient arriver à la Dom Mebeli, perspective Lénine, à Moscou. Des le 10 mars, les gens commencèrent à faire la queue, jour et nuit... pour être servis le 25, ou plutôt, uniquement pour faire enregistrer leurs noms et adresses. Et seulement dans quelques mois, ils recevront une carte leur annonçant qu'ils peuvent venir prendre livraison des meubles convoités. Le 25 mars ils étaient quelque 5 000 à avoir attendu et il ne devait guère y avoir de quoi satisfaire que 2 000 clients.

L'offensive vietnamienne au Cambodge

# La part du bluff et de la réalité

**A** PRES avoir annoncé que Pol Pot et Ieng Sary s'étaient enfuis (en Thaïlande selon une première version, en Chine selon une deuxième), l'agence de presse du gouvernement installé à Phnom Penh par les occupants vietnamiens vient d'annoncer (troisième version) qu'ils s'étaient finalement sauvés en Thaïlande, laissant derrière eux leurs passeports enregistrés sous un nom... chinois. La nouvelle ne convaincra pas grand monde, d'autant plus que ce n'est pas la première du genre, annoncée à grand renfort de propagande par Hanoï ou ses fantoches. Souvenons-nous qu'il y a trois mois, juste au début de l'agression vietnamienne contre le Cambodge, Radio-Hanoï avait annoncé la mort de Pol Pot, puis (on n'est pas à une contradiction près) sa fuite en Chine.

## UNE OFFENSIVE BIEN REELLE

Toutefois, il ne faut pas nier la réalité d'une offensive vietnamienne de grande envergure contre les maquis situés à l'ouest du Cambodge pour tenter d'encercler cette zone et de la couper du reste du pays et de la Thaïlande toute proche.

L'agresseur utilise les grands moyens, envoyant sur place des renforts de trois divisions et des unités d'artillerie et de blindés, dépêchés par avions et bateaux soviétiques. Selon Hanoï, cette opération est « l'offensive finale » avant la saison des pluies pour anéantir « les débris de l'armée de Pol Pot ». Souvenons-nous qu'il y a quelques années, c'était les Américains qui, avant chaque saison des pluies, annonçaient leur « offensive finale », informant le monde entier que les forces adverses étaient toujours plus « affaibles ». On connaît la suite...

## ET UNE RESISTANCE TOUTE AUSSI REELLE

D'ailleurs, déjà de bonnes nouvelles nous parviennent des zones de combat du Cambodge, contredisant l'intoxication développée par Hanoï : du 15 mars au 4 avril, rien que dans le nord-est et l'ouest du Cambodge, les occupants vietnamiens ont eu 900 tués et 400 blessés, 20 camions et 5 tanks détruits et 378 armes modernes saisies par les patriotes.

Ne tombant pas dans le piège de l'encercllement tendu par l'armée vietnamienne, les maquisards ont coupé la ligne de ravitaillement de leurs adversaires sur la route No 5, entre Poipet et Sisophon, à l'ouest du pays, empêchant ainsi l'arrivée de nouveaux renforts. Quant aux 1 600 maquisards qui ont passé la frontière thaïlandaise pour échapper à l'offensive vietnamienne, ils ont pour la plupart regagné le Cambodge, avec leurs armes, mais en franchissant la frontière plus au sud, pour rejoindre leurs camarades qui ont leurs bases dans le massif des Cardamones, au sud-ouest du pays. C'est bien la preuve que, contrairement à la propagande vietnamienne, le moral est élevé parmi les résistants et qu'ils ne sont pas prêts de baisser les bras ni de se sauver.

Claude LIRIA



« L'information » sur la fuite de Pol Pot et des autres dirigeants de la résistance a d'ailleurs été démentie tant par le gouvernement thaïlandais ou par les observateurs occidentaux dans la région que par le gouvernement du Kampuchea démocratique lui-même qui a fait distribuer, comme document officiel de l'ONU, une déclaration réfutant cette « informa-

tion ». L'intérêt de ce mensonge est évident pour les agresseurs vietnamiens : il s'agit de faire croire à un anéantissement total de la résistance armée cambodgienne et du gouvernement qui la dirige, dans le but d'obtenir une reconnaissance diplomatique du régime fantoche pro-vietnamien, fort isolé jusqu'ici sur le plan international.

**Troupes vietnamiennes hors du Kampuchea (Cambodge) Soutien à la guerre de résistance du peuple du Kampuchea**

### Manifestation

Le samedi 28 avril à 10h

A l'appel du Comité des Patriotes du Kampuchea démocratique en France, soutenue par une trentaine d'organisations françaises et étrangères

ALGERIE

## Libération de prisonniers politiques

**T**OUTE une série de mesures semblant aller dans le sens d'une « libéralisation » du régime algérien viennent d'être prises par le nouveau président, Chadli Benjedid. Il s'agit principalement de la libération de plusieurs prisonniers politiques dont certains étaient internés depuis plus de dix ans pour tentative de coup d'Etat. Les mesures d'assignation à résidence qui frappaient Ferhat Abbas et Ben Khedda, deux anciens présidents du Gouvernement provisoire de la République algérienne, ont également été levées.

Il serait également question d'un assouplissement des conditions de détention de Ben Bella, le premier président de la République algérienne, détenu au secret depuis son renversement par Boumediène en 1965.

## Interdiction de l'affichage

# Sous prétexte de « ne pas porter atteinte au paysage rural et urbain »

**B**ARRE ne perd pas de temps. D'un côté, il tente d'interdire le droit de manifester, de l'autre il fait expulser les ouvriers en grève de leur usine par ses flics. Cela ne lui suffit pas, devant la riposte des sidérurgistes, il entend limiter le droit de grève et bientôt le droit d'affichage. C'est une atteinte très grave portée aux droits démocratiques. C'est le sens du débat sur « la limitation de l'affichage publicitaire » à l'Assemblée nationale.

Non seulement Barre et les monopoles s'attaquent aux travailleurs en licenciant

des milliers et des milliers de sidérurgistes, en revenant sur l'indemnisation du chômage, mais aussi il veut limiter toute possibilité d'organisation, d'union des travailleurs pour la lutte en revenant sur des droits arrachés depuis des décennies. C'est sous prétexte de « respecter l'architecture » et de ne point « porter atteinte au paysage rural et urbain » que d'Ornano a défendu son projet scélérat. Il consiste en cinq points qui reviennent à supprimer le droit d'affichage. Dans un délai de trois ans, il y aurait réduction d'une partie des panneaux

d'affichage en infraction avec la loi actuelle, quant aux panneaux sur béquilles, ils devront être séparés d'une distance minimale entre eux.

— Comme actuellement, l'affichage sur les monuments historiques et les sites protégés serait interdit.

— Interdiction d'afficher en dehors des agglomérations.

— L'affichage non-commercial sera strictement réglementé, il ne devrait pas se faire en dehors des panneaux prévus à cet effet. Ici, c'est l'affichage politique et social qui est visé.

— Enfin : renforcement de la répression avec des amendes qui vont de 50 à 10 000 F. Voilà un projet qui dit clairement son nom. Ce n'est pas étonnant quand on sait que Barre fait partie de la commission trilatérale de la démocratie qui a publié à New York un rapport dans lequel on peut lire : « Le démocratie a provoqué des moyens traditionnels de contrôle social, détruit la légitimité des formes d'autorité publique et autres, provoqué un surplus de revendications que les gouvernements ne peuvent plus satisfaire » et le rapport continue : « En France, une partie importante de l'électorat vote pour des partis qui n'acceptent pas les principes minima d'un système démocratique. Un gouvernement bureaucratique est donc indispensable car on ne peut pas prendre le risque de faire participer des citoyens qui n'acceptent pas la règle du jeu. »

Vous avez bien lu « gouvernement bureaucratique ». La démocratie bourgeoise est modelée par les besoins et les intérêts des monopoles à un moment donné.

En ce moment, ils ont peur d'une riposte des travailleurs qui les gênerait dans leurs plans de licenciements et de restructuration. Alors ils essaient de limiter les droits démocratiques comme les droits d'affichage. Opposons-nous à ce projet de toutes nos forces !

Léon CLADEL

## L'affichage : un droit démocratique

**S**I l'on suit à la lettre la loi de 1881, l'affichage d'écrits politiques est libre, aucune autorisation ou déclaration préalable n'étant nécessaire. Seul, l'affichage publicitaire est réglementé pour des raisons « d'esthétique » par la loi du 12 avril 1943. La mention « Défense d'afficher, loi du 29 juillet 1881 » n'est qu'une simple mesure d'intimidation, aucune sanction ne peut frapper celui qui colle une affiche de caractère politique sur les murs et les façades. Les propriétaires ont seulement le droit d'arracher ou de faire arracher toute affiche, même officielle, apposée sans leur consentement.

Les seules interdictions concernant l'affichage politique portent sur l'usage du papier blanc qui est réservé aux affiches officielles ; il ne faut pas non plus utiliser d'affiche tricolore en période électorale.

Il est interdit d'apposer des affiches aux endroits réservés à l'affichage administratif ainsi que d'arracher les affiches officielles. L'auteur, l'imprimeur ou le colleur d'affiches peuvent être condamnés pour les mêmes raisons que les délits de presse : diffamation, appel au crime, atteinte à la sûreté de l'Etat. La loi est plus précise pour les inscriptions sur les murs, l'article 257 du code pénal prévoit une peine d'un mois à deux ans de prison pour « toute dégradation de monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publiques ». Officiellement, les peines sont associées au caractère indélébile des inscriptions.

Le droit d'affichage est aujourd'hui remis en cause frontalement mais il a toujours été grignoté par les patrons et leur police. En 1971, deux militants du PCF, Marc Lanvin et Michel Labroche, étaient assassinés par des sympathisants qu'on croit être de la majorité. Combien de militants ont déjà été condamnés pour dégradations d'édifice public ? C'est au nom de ce même principe qu'on veut aujourd'hui museler l'expression des travailleurs qui sont déjà exclus des grands moyens de communication.



Restructuration dans le Travail à Nice

# « Nice-Matin » exécute l'imprimerie Meyerdoer

**L**ES imprimeurs de Meyerdoer à Nice font face au monopole régional de la presse : la société *Nice-Matin*. Meyerdoer était il y a quelques années, l'une des plus grandes entreprises de la région. Mais *Nice-Matin* contrôle Meyerdoer et vient de construire une imprimerie ultra-moderne. Elle liquide Meyerdoer, ce qui entraîne une cinquantaine de licenciements. Mais les délégués syndicaux ont refusé de cautionner ce licenciement collectif. Aujourd'hui, Meyerdoer est occupé.

L'imprimerie Meyerdoer à Nice constituait il y a quelques années l'une des plus grandes entreprises de la région. Elle employait à l'époque plus de 80 travailleurs. Après un lent déclin, elle dépose le bilan le 30 mars dernier et, depuis le 5 avril, elle est occupée par les travailleurs qui réclament avec le soutien de leur section CGT le paiement de leurs indemnités dues et le reclassement des travailleurs.

## UNE LIQUIDATION ORGANISÉE PAR UN MONOPOLE AUX DENTS LONGUES

Cette situation a été préparée et organisée de longue date par les dirigeants de l'entreprise. Pour comprendre ce paradoxe apparent, il faut savoir que tous les membres du conseil d'administration de la société sont également membres du conseil d'administration de *Nice-Matin* et que la société *Nice-Matin* possède 75% des actions de la société Meyerdoer.

*Nice-Matin*, c'est un monopole régional de la presse qui règne sans partage sur les Alpes-Maritimes, la Corse, les Alpes de Haute-Provence et une partie du Var. Ses multiples éditions locales lui assurent le plus fort tirage des titres de la presse régionale.

Grâce au milliard du plan de relance, qui lui a été attribué pour ses bons et loyaux services, Badastro, PDG de *Nice-Matin* a fait construire un centre d'impression ultra-moderne dans la plaine du Var. Dès lors, il devenait évident que *Nice-Matin* allait concentrer dans ce nouveau centre tous les travaux de presse ou de la presse du groupe.

C'était signer l'arrêt de mort de l'imprimerie Meyerdoer qui travaillait uniquement en typographie, procédé archaïque et lent auquel actuellement est substitué l'offset.

## UNE MISE EN CONDITION EFFECTUÉE DE MAIN-DE-MAITRE

L'entreprise est installée dans des locaux anciens et vétustes, pourtant rien n'était fait pour arranger les

## Invitation

du Parti Communiste Marxiste Léniniste

Tous unis autour des sidérurgistes !



## JOURNEES DE SOLIDARITE

DUNKERQUE LE 29 AVRIL  
Meeting à 14 heures, salle du Fort-Louis

DENAIN LE 30 AVRIL  
Meeting à 15 heures, salle des conférences, rue Roger Salengro.

FAMECK (LORRAINE) LE 13 MAI  
Centre social, rue de Touraine

Des dizaines de délégations d'entreprises des quatre coins de la France viendront s'informer auprès des sidérurgistes et de la population du Nord, leur apporter la solidarité de leurs camarades de travail et discuter ensemble pour mieux se battre, unis, contre le patronnat et le gouvernement.

Voici la couverture de l'invitation que nos camarades vont pouvoir proposer dans les entreprises, quartiers et villages aux travailleurs et syndicalistes qu'ils connaissent, aux côtés desquels ils travaillent et luttent.

## IMMIGRES

# Journée « portes ouvertes » au foyer Lancry

**L**ES travailleurs immigrés du 59 rue de Lancry (10<sup>e</sup> arrondissement de Paris) refusent depuis plus d'un an de continuer à se faire escroquer par une propriétaire qui leur fait payer des loyers exorbitants. Elle avait même fait signer à des immigrés analphabètes pour la plupart, des « compromis de vente » qui leur permettaient de tourner la loi de 1948 sur les loyers.

Organisés dans le cadre d'un comité de résidents, les trois cents habitants de cet ancien hôtel ont déclenché une grève des loyers depuis plus d'un an et ils ont intenté une action en justice qu'ils ont gagnée en première instance. Malgré tout, la propriétaire persévère : une audience en cour d'appel aura lieu le lundi 23 avril à 14 heures au Palais de Justice (Métro Cité) et les résidents ont besoin d'un large soutien en cette occasion.

Pour faire connaître leur lutte et leurs conditions de vie, le Comité de résidents organise une journée « Portes ouvertes » de solidarité le samedi 21 avril à partir de 10 heures au matin au 59 rue de Lancry (Paris 10<sup>e</sup> Métro République ou Bonsergent).

Au programme :  
- Visite de l'immeuble et des chambres pour mieux connaître leurs conditions de vie ;  
- Buffet avec boissons et plats maghrébins ;  
- Débat avec les habitants ;

Une seconde partie est prévue à ce programme. Dans le courant de l'après-midi, à partir de 15 heures, une fête est prévue à la Bourse du travail (Rue du Château-d'eau, près de la place de la République) avec des sketches, films et de la musique.

Venez nombreux à cette journée de soutien et devant le Palais de Justice le 23 avril !

Contre les mesures racistes de Stoléro-Bonnet Français-immigrés, tous dans la rue

MANIFESTATION  
LE 21 AVRIL A 13 h 30

Rassemblement : mairie de Saint-Denis (Métro Basilique)

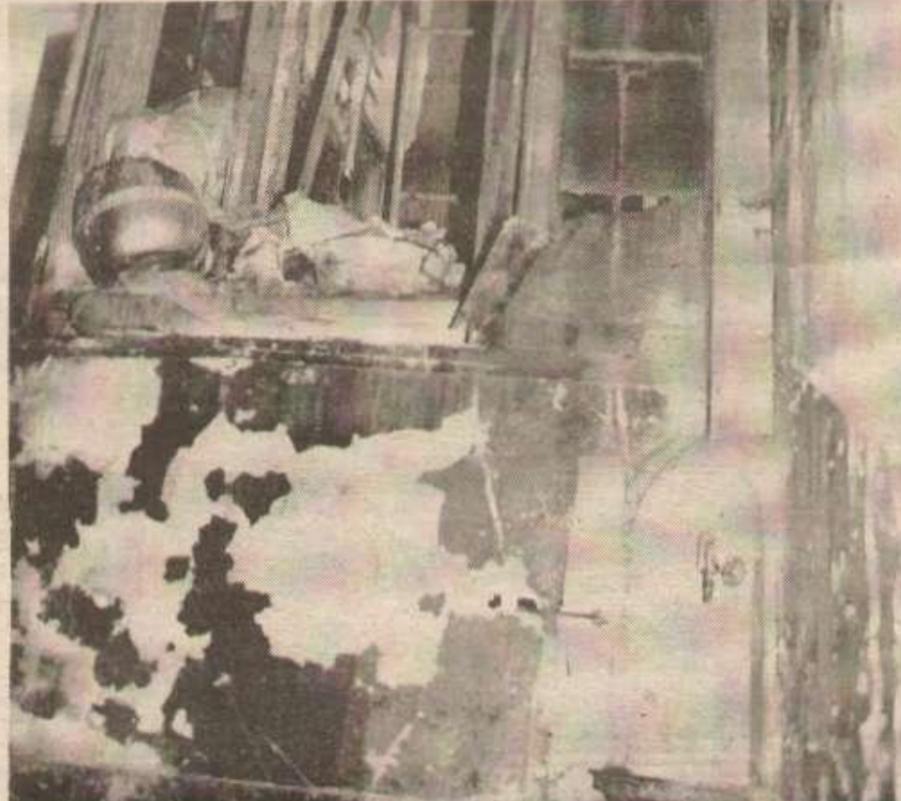
Non aux provocations et à l'arbitraire : renouvellement immédiat et sans condition de nos titres de séjour !

La police, les gerants racistes, hors des foyers ! Non aux saisies-arrêts sur les salaires des résidents grévistes !

Non à la fermeture des foyers !

Non au projet raciste de Stoléro contre les immigrés !

A l'appel des comités de résidents de la Seine-Saint-Denis, soutenue par les organisations : UCFM, ASTI Saint-Denis, PSU Saint-Denis, CSCV, Francs Moisis, Métallurgie CFDT 93 Nord, UL-CFDT de Saint-Denis, LCR 93, Permanence anti-expulsions de Saint-Denis, Comité Français-immigrés du lycée Paul Flouard, JCR 93, Comité de parti Martyrs de Châteaubriand du PCML (93), En avant prolétaires, PCL, LD-CFDT, PCRml, PS de Saint-Denis.



A l'intérieur du foyer, rue de Lancry à Paris.

se traduisent par une fuite accélérée des travaux car l'imprimerie ne peut plus répondre à la demande vu ses horaires et ses effectifs. Elle s'achemine vers la liquidation totale. A la mi-mars, Badastro réunit les délégués et leur annonce que « Meyerdoer c'est fini. Qu'est-ce que vous voulez (sous-entendu pour vous laisser licencier ?). Le vote est unanime : « Votre société *Nice-Matin* est responsable de la perte de notre emploi, à vous de nous reclassement à *Nice-Matin* ». Le refus est immédiat et brutal. « Personne ne va me dicter si je vais embaucher chez moi ! ».

Profitant de l'absence de délégués, il distribue même un accord ronéoté et demande au personnel de la signer. En plus des indemnités légales, ils recevraient un mois de salaire et dix personnes seraient reclassées dans les grandes boîtes du travail, en fait sans doute temporairement, pour éponger le travail restant.

Eccourés par le chômage partiel, les licenciements et soumis à la rude épreuve de l'incertitude, les travailleurs signent. Mais pas les délégués qui refusent de cautionner un licenciement collectif et réclament comme préalable le reclassement de tous les travailleurs. Or, sans l'aval des délégués, un tel accord n'est pas valable. Badastro dépose le bilan le 30 mars. Pour assurer leur reversement et le paiement de leurs indemnités par le syndicat, les travailleurs occupent les locaux. Le syndicat les a traduits devant les référés et a obtenu leur expulsion du tribunal. Le préfet osera-t-il ? Plus que jamais, la solidarité ouvrière doit jouer.



# La dissuasion : une défense qui n'en est pas une ou la politique de l'autruche

## A côté des Halles, le gouffre du chômage !

De notre correspondant  
à Paris.

DANS son numéro d'avril, la journal d'informations local *Le Ras du Pavé* (1er, 2e, 3e et 4e arrondissements de Paris) présente un dossier où il relève que dans le centre de Paris, à côté du trou des Halles existe... un gouffre de chômage.

Dans les quatre premiers arrondissements, 7 000 chômeurs sont officiellement recensés : ils représentent plus de 10% de la population active (chiffres officiels : 77 000 demandeurs d'emploi à Paris au 31 décembre 1978, soit 6,4% de la population active. Les activités traditionnelles des quartiers du centre sont durement touchés par la restructuration capitaliste et la soi-disant « décentralisation » en province : compagnies d'assurances, petites entreprises d'habillement, imprimeries, alimentation et bâtiment. Ainsi, « en cinq ans, la crise de l'habillement a éliminé un emploi sur trois en province, mais un sur quatre à Paris ».

La spéculation immobilière joue son rôle. *Le Ras du Pavé* cite le cas d'ateliers de confection situés près du centre Beaubourg qui ont ainsi réalisé d'intéressantes opérations immobilières en vendant leurs locaux : et ceci bien qu'en moyenne, le nombre de mètres carrés par salarié dans cette branche soit de dix au maximum, contre 20 m<sup>2</sup> dans les autres secteurs d'activité parisiens. Ce chiffre est officiel et ne tient pas compte des réduits vétustes et autres caves utilisés dans certains cas.

Les travailleurs parisiens sont les premiers atteints par l'hémorragie des 30 000 emplois qui disparaissent chaque année dans la capitale : d'après une enquête, 80% des Parisiens travaillent dans Paris, tandis que 31% d'entre eux travaillent dans leur arrondissement de résidence.

Au vu de cette situation, la Mairie de Paris parle de l'aménagement de zones industrielles dans la capitale, mais c'est un peu l'histoire du pyromane qui voudrait jouer au pompier...

La dissuasion est la doctrine de défense de notre pays. Elle fait de l'arme atomique le dernier rempart de l'indépendance nationale. Elle suppose pour l'état-major de l'armée une attitude passive et le refus de se préparer à la guerre. La « non-bataille », la non-utilisation de nos forces en est le corollaire. Alors que les dirigeants de l'URSS, eux, se préparent à la guerre, comme de multiples faits en témoignent, se donnent les moyens offensifs et défensifs de leur politique agressive, au nom de la dissuasion, le pouvoir néglige les plus élémentaires mesures de défense civile, de l'infrastructure économique, etc.

La dissuasion est une doctrine défensive reposant essentiellement sur l'arme nucléaire. Elle consiste à faire peser sur un éventuel agresseur la menace de l'arme atomique s'il s'aventurait à perpétrer une agression. Devant le risque encouru par des représailles atomiques, l'agresseur éventuel serait naturellement amené à réfléchir et à réfréner sa politique agressive. Tel est le raisonnement des théoriciens de la dissuasion. Pour eux, l'agresseur en puissance doit être amené à comprendre que les gains qu'il espère obtenir par l'agression ne valent pas pour lui les destructions qu'il subirait en représailles, que le jeu n'en vaut pas la chandelle. Pour l'état-major français qui fonde la défense sur la dissuasion, une guerre ne pourrait plus éclater aujourd'hui car dans une telle guerre débouchant nécessairement sur l'affrontement nucléaire, il ne pourrait, au bout du compte, y avoir ni vainqueur ni vaincu.

### LA NON-BATAILLE

Pour les responsables de la défense, le problème n'est donc pas de se préparer à un affrontement mais de travailler à l'éviter. On trouve dans leurs écrits, dans leurs déclarations, nombre d'affirmations comme celle-ci, émanant du ministère de la Défense : « La dissuasion est une stratégie d'interdiction de la guerre (...) Elle est aussi une stratégie de non-emploi des forces » (note d'information à l'attention des chefs de corps en février 1977).

Parmi les termes qui reviennent sous la plume des théoriciens de la dissuasion, citons celui de la « non-bataille » qui résume assez bien les conceptions des chefs militaires français. Cette stratégie de la non-utilisation des forces, de la non-bataille repose sur le fait que les forces militaires françaises ne sont pas de taille à contenir

l'agresseur clairement désigné comme étant l'URSS. D'où le souci d'éviter tout affrontement sur le terrain (non-bataille) et de brandir l'arme atomique sur la tête de l'ennemi pour lui faire comprendre que tout agression de sa part recevrait une riposte nucléaire (dissuasion).

### L'ARME NUCLEAIRE N'EST PAS DECISIVE

Dans l'esprit de l'état-major français, l'arme essentielle de la défense sur laquelle repose tout le système est l'arme nucléaire. C'est elle qui fonde la doctrine de la dissuasion.

Pour notre part, nous sommes partisans d'un armement nucléaire français parce que nous sommes opposés au monopole nucléaire que les superpuissances voulaient se réserver. Cependant la politique du pouvoir en fondant pratiquement toute la défense du pays sur l'arme atomique se « trompe » lourdement sur le caractère dissuasif d'une défense axée sur l'arme nucléaire et sur les intentions de l'adversaire : l'URSS. Les stratèges occidentaux ont supposé pendant des années que les dirigeants soviétiques partageaient les mêmes conceptions que les leurs sur la dissuasion. Celle-ci n'a de validité et donc d'efficacité que si l'adversaire souscrit à la même doctrine, que s'il raisonne comme nous l'avons indi-

qué plus haut en se disant que le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Or, nous le montrons dans l'encadré ci-contre, l'URSS ne souscrit nullement à une telle doctrine.

D'ailleurs elle est en train d'une part de se doter d'un arsenal nucléaire impressionnant capable de surclasser voire de neutraliser celui de ses adversaires. Elle développe d'autre part de façon gigantesque ses armes conventionnelles.

### LA DISSUASION N'EST PAS UNE VERITABLE DEFENSE

Estimant a priori que les raisonnements des responsables soviétiques étaient semblables aux siens, le gouvernement français comme les différents gouvernements occidentaux a négligé son armement conventionnel. Il a par ailleurs totalement négligé toute défense civile à l'exception bien entendu de l'abri antiatomique destiné au gouvernement et aux plus hauts fonctionnaires. Mais rien n'existe pour la popula-

tion. Il a choisi une politique axée sur un seul type d'armement dont l'utilisation reste très délicate au regard de l'opinion mondiale quelles qu'en soient les raisons et qui, donc, est plus paralysante qu'efficace.

Cette politique défensive repose donc plus sur un pari que sur une politique de défense véritable. La population, l'infrastructure industrielle, etc. restent totalement exposées aux coups de l'ennemi.

Même si la conception de la dissuasion subit quelques changements, elle n'en reste pas moins une politique défaitiste, passive, incapable de répondre aux exigences d'une réelle défense de l'indépendance nationale. Elle reflète la situation objective de la bourgeoisie impérialiste dont les intérêts s'opposent aux superpuissances, notamment au nouvel impérialisme soviétique par rapport auquel elle se trouve en position très inférieure et qui s'oppose aussi au peuple. La mobilisation et l'organisation de celui-ci sont le seul moyen décisif de faire échec aux superpuissances qui menacent l'indépendance nationale.

Henri MAZERAU

## La politique militaire de l'URSS

DEPUIS Krouchtchev, les dirigeants de l'URSS se sont évertués à propager la théorie de la détente, du désarmement, laissant entendre que toute guerre nucléaire serait suicidaire. Ces déclarations, reprises pour l'essentiel par les responsables occidentaux, n'ont été, pour les dirigeants soviétiques, qu'un moyen d'endormir la vigilance des pays et des peuples. En même temps, l'URSS se transformait en une superpuissance redoutable.

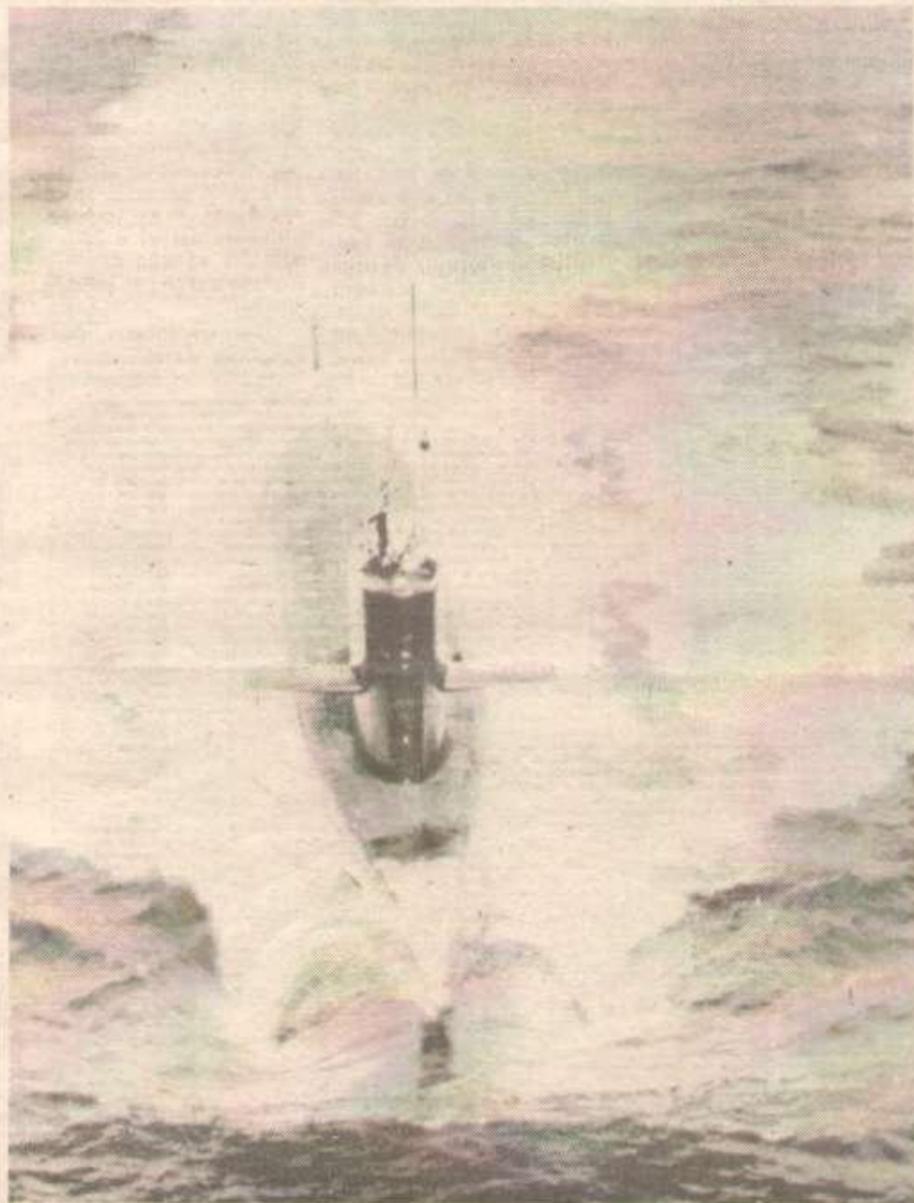
Depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, bien des peuples dans le monde ont fait, à leurs dépens, les frais de son agresseur. Aujourd'hui, c'est elle qui est à l'offensive dans le monde dont elle dispute l'hégémonie à l'impérialisme américain sur le déclin.

C'est elle qui l'a remplacé en Asie du Sud-Est où les anciennes bases américaines sont occupées aujourd'hui par des soldats soviétiques. C'est elle qui martyrise à coup de napalm le peuple érythréen.

L'URSS, en ce qui la concerne, part du principe qu'elle doit gagner toute guerre où elle participe. La dissuasion est considérée par l'état-major soviétique comme une stratégie passive qui ne peut conduire l'adversaire qu'à la défaite. Pour lui, l'arme nucléaire n'est pas l'arme absolue ni même décisive dans l'issue d'une guerre, même si elle peut être amenée à jouer un rôle important. L'URSS a donc non seulement développé un appareil nucléaire démentiel, à l'image des USA, mais, à l'inverse des pays occidentaux, elle a aussi développé une très puissante armée classique dont les forces sont incomparablement supérieures aux forces classiques occidentales.

Ayant acquis, semble-t-il, la supériorité dans le domaine atomique, l'ayant sans conteste dans celui des armes classiques, l'URSS est de plus en position d'offensive par rapport aux vieux impérialismes, durement éprouvés par des dizaines d'années de règne et par des guerres impérialistes.

L'URSS, face aux impérialistes occidentaux, a l'initiative. Elle l'a au point que, par exemple, au fur et à mesure qu'elle développait son armement nucléaire, les Etats-Unis faisaient reculer sur reculer en ce qui concerne la défense européenne. Ayant l'initiative par rapport aux Occidentaux, ne s'étant pas liée les mains par le développement unilatéral des armes nucléaires, l'URSS a d'autre part prévu de se protéger d'une éventuelle riposte nucléaire adverse en développant sa défense civile (abris antinucléaires, etc.). Elle a ainsi mis, à l'abri d'un bombardement des usines, des stocks en les enterrant. La plus grande usine russe est sous terre. Les dirigeants soviétiques se préparent donc à une guerre et non pas à l'éviter comme les dirigeants de l'Ouest.



Le sous-marin nucléaire français « Le redoutable ». Une défense entièrement basée sur « une force de dissuasion » est un leurre dangereux.

# POLITIQUE ET SOCIAL

## Interview d'un ouvrier s'étant installé à son compte

### Pour partir du bon pied, le coup de main ne vient pas !

**S'**ETABLIR à son compte, pour fuir l'exploitation capitaliste ! Quel ouvrier n'a-t-il fait ce rêve. Vue de l'extérieur, la situation du petit artisan est bien tentante. Mais avec la concurrence capitaliste, il y a peu d'élus, comme en témoignent les propos ci-dessous recueillis par notre correspondant de Marseille.

— HR : Quelle démarche t'a amené à t'établir à ton compte ?

J'ai été imprimeur offset et je ne gagnais vraiment rien. J'ai fait une FPA de typo pour avoir une base professionnelle. Mais j'ai gagné pratiquement le salaire d'un OS pendant cinq ans. Mon copain aussi était rentré dans la boîte comme typo ; il s'était ensuite spécialisé dans la photogravure. Donc on se complétait, alors on a décidé de se monter à notre compte.

On n'avait presque pas d'argent, nos parents pouvaient bien nous avancer 25 000 F et nous avions 5 000 F en banque, mais que faire avec si peu. Il y a de très gros frais : enregistrement, local, etc.

Après deux mois, on n'avait plus un sou et comme matériel presque rien, juste une table qu'un copain menuisier nous avait faite et quelques objets de récupération, pour continuer, il nous fallait du gros matériel.

#### ON NE PRETE QU'AUX RICHES

— HR : C'est là que vous avez pensé à la banque ?  
Oui, on voyait partout des tas d'affiches : « La banque populaire aide les jeunes, les artisans, la BNP vous facilite la vie », etc. en plus Barre lui-même nous incitait à continuer, à nous monter nous-mêmes, alors on a pris rendez-vous avec le directeur... Un gars très poli : « Pas de problèmes. Qu'est-ce que vous voulez ? 4 ou 5 millions ? Sur 5 ans ? Oui, on va étudier cela... Quels sont vos antécédents ? Vos biens personnels ».

C'était là bien sûr que le problème devenait crucial ! Des biens ? On n'en avait pas, autrement on ne serait pas là. Une sécurité financière ? Non plus... Des antécédents ? Rien!! Alors on a vite compris. Tous les prêts nous sont refusés, le crédit hôtelier, la caisse des artisans, la chambre de commerce, rien que des refus. Le Crédit agricole refuse même de nous ouvrir un compte ! Même de cela ils ont peur, comme si on avait la gale ! On n'a rien eu, même pas 5 000 F !

#### SEULES LES GROSSES BOITES TIENNENT

— HR : Alors, qu'avez-vous fait ?

Eh bien, nous n'avions pratiquement rien et pourtant les frais couraient. Comme salaire, nous nous payions 200 F par mois. On a pu survivre par les allocations logement.

Pourtant, on veut s'accrocher, alors on vend les

voitures, etc. Il y a eu aussi des périodes de complet découragement. Les gens pensent parfois que les artisans ce sont des patrons, des PDG, etc. Mais c'est faux, si on peut arriver à gagner 5 000 F par mois, c'est un maximum et il faut y arriver.

Nous, pendant des semaines, on a travaillé toutes les nuits sans arrêt et on avait toujours de l'argent à sortir : TVA, impôts, loyers... Plus les crédits que nous avions ouverts pour du matériel indispensable. On n'a pratiquement pu sortir aucun argent de la boîte.

Une question s'est posée : on ferme ou pas ? On hésite et grâce à une entraidemutuelle, on a tenu. Mais on s'est dit que si cela ne marchait pas cette année, on arrêterait. Mais que faire ? Se recycler, arrêter la boîte mais pour aller où ? Il y a des boîtes où on travaille près de cent heures par semaine et ce pour 1 800 F par mois. En plus accepter d'être déqualifiés ? En fait, il n'y a plus de boulot dans le métier.

Seules les grosses boîtes tiennent encore, beaucoup abandonnent. On connaît pas mal de copains dans ce cas qui craquent. Vraiment, on ne croyait pas que c'était si dur. Maintenant, je ne sais pas si je le referais. Mais on était embarqué dans cette affaire, alors on ne voulait pas se dégonfler et on s'est aidé moralement entre nous.

#### UNE SITUATION TOUJOURS TANGENTE

Pour tourner, il faut un grand potentiel de clients. Celui qui démarre avec un fond de roulement, avec un capital disons de 200 000 F n'a pas de problèmes. En fait, on nous a menti. Les banques surtout, elles disent qu'elles prêtent mais c'est archi-faux, il faut des garanties. Dans notre situation, si on est malade, on a droit à rien, même pas au chômage. Les médicaments sont remboursés à 50 % seulement... On n'aide pas assez les artisans. Les retraites aussi sont ridicules : 600 F par mois pour vingt-cinq ans de travail. C'est un scandale !

— HR : Aujourd'hui, où en êtes-vous ?

Après maintenant plus d'un an, cela va peut-être un peu mieux, mais on travaille très dur et pour presque rien comme salaire. Notre situation est toujours tangente... On a enfin pu obtenir quelques prêts de banques pour le gros matériel et on se monte toujours petit à petit. Enfin on espère et on travaille. Que faire d'autre ?

# CULTUREL

## Fanny

de Marcel Pagnol

Des personnages vrais

« **T**U me fends le cœur », « La marine française te dit m... », « Tu ne sais même pas doser un mandarin-citron-curaçao. Tu n'en fais pas deux pa-reil ! ». Toutes ces répliques de César, d'Escartefigue, sont dans nos têtes, à côté des fables de La Fontaine et, au même titre que « Rodrigue, as-tu du cœur ? » de Corneille.

FR3 vient de rediffuser les trois films les plus connus de Pagnol : *Marius*, *Fanny*, *César*. Nous avons une fois de plus apprécié la vérité des observations, la richesse des dialogues et la vivacité des réparties qui font la force de ces films. Au-delà de cette force, qui vient de la vérité des personnages et de leur langage très riche, quelle réalité Pagnol dépeint-il et comment nous la dépeint-il ?

Vérité, c'est par ce mot qu'on peut définir l'impression que donnent les personnages de Pagnol. Vérité qu'on trouve dans les vantardises de l'amiral Escartefigue, dont les courses en mer n'ont jamais dépassé la traversée du vieux port, vérité du personnage d'Honorine dans ses rapports avec Fanny sa fille, de César avec Marius. Ces personnages, même avec leur bonhomie, leur rondeur, leur langage fleuri, ne sont pas indifférents aux basses réalités.

César, le patron de bar, resté seul avec M. Brun, s'arrangera pour lui faire payer les consommations, Panisse vendra à M. Brun, son compagnon de belote, un bateau qui est un véritable cercueil. Le chauffeur d'Escartefigue se fait payer

par Honorine, seulement pour tourner la tête.

Avant de conclure le mariage de Fanny et de Panisse, Honorine tient à vérifier le livre de comptes de ce dernier. Alors que Fanny propose de travailler et d'élever l'enfant elle-même, en attendant le retour de Marius, sa mère la jette dans les bras du vieux Panisse, veuf, riche et sans enfant. Il est maître-voilier du vieux port de Marseille et emploie une vingtaine d'ouvriers.

Alors que dans *Marius* et *Fanny*, les scènes se passent principalement autour du bar de César, dans *César*, par contre, on voit travailler Marius comme artisan-mécanicien. A la fin du film, on le verra expliquer les difficultés d'un jeune sans emploi.

### Pagnol

#### Un apport au cinéma des années 30

Pagnol était d'abord un homme de théâtre, mais il joua un rôle important dans le cinéma au moment où celui-ci traversait une crise profonde. C'était en 1930, le cinéma français se remettait mal du passage du muet au parlant, beaucoup de films résultaient de doublage de créations américaines ou allemandes. Il préconisa que le film devienne du « théâtre en conserve ». Il confia *Marius* à Alexandre Korda et *Fanny* à Marc Allegret. Il réalisa lui-même *Joffroy* (1933), *Angele* (1934), *Merlusse* (1935), *César* (1936), *Regain* (1937) et *La femme du boulanger* (1938).

A l'heure où la mode était à l'imitation artificielle des grandes productions historiques des autres pays, Pagnol a montré qu'on pouvait atteindre une classe internationale tout en peignant la réalité locale. Il apporta au cinéma français un certain réalisme et dans une certaine mesure influença tout le courant qui va de Renoir à Julien Duvivier. C'est lui qui produisit *Toni*, un des films les plus importants de Renoir. Ce film, sur le meurtre d'un travailleur immigré italien, marqua une étape dans le cinéma réaliste. Ce fut grâce à Pagnol que Renoir a pu réaliser ce film avec une absolue liberté dans le tournage.

C'est ce qui donne leur caractère de vérité aux personnages qu'on a l'impression de côtoyer tous les jours tellement ils ont l'air poussés par des mobiles tangibles.

Mais, comme dans tout bon mélodrame, la fin est heureuse. Panisse, l'empêcheur de tourner en rond

meurt et Fanny peut se marier avec Marius retrouvé. César est un nom, l'honneur est sauf.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, c'est à ce titre que tout le petit monde de Pagnol accable Fanny, la menaçant de devenir « une fille des rues » si elle ne donne pas « un nom » à son fils. Question d'honneur qui arrange bien maître Panisse, le patron-voilier qui, ne se contentant pas de ses ouvrières, ressent le besoin d'un héritier à qui léguer son affaire.

Dans l'histoire, tout est fait pour culpabiliser Fanny et la forcer à épouser, à 18 ans, un vieux riche de 50 ans. Puis une fois le mariage conclu et l'honneur sauvé, tout est fait pour accabler Marius qui peut encore tout compromettre et remettre en cause cette union qui arrange tant les bonnes consciences.

Si l'on regarde de près, les trois pièces ont pour base le refus que l'on oppose à Fanny de vivre comme elle l'entend, la culpabilité de la mère célibataire. Hors du mariage, la femme est perdue, son enfant est un bâtard. Mariez-vous et tout s'arrange, on passera l'éponge sur le reste.

Pagnol, par son sens de l'observation et du dialogue, a su donner à ses personnages une vie peu commune. Mais il a cantonné sa peinture à des représentants de couches menacées de disparition ou en marge de la production.

Escartefigue n'a plus de client pour traverser le port, M. Panisse est patron-voilier. Seul, Marius travaille devant nous, il est mécanicien et Fanny vend ses coquillages. Marseille, ce n'est pas seulement le vieux port. C'est aussi de nombreuses usines, une population formée de travailleurs immigrés de toutes nationalités.

Le monde de Pagnol est, peut-être, un peu trop limité au vieux port, ses boutiquiers et à leur morale.  
Léon CLADEL





Les handicapés luttent pour que les transports publics leur soient accessibles.

Manifestation des handicapés

# «Nanterre, tout le monde descend» ... sur la voie !

**L** E 1er avril dernier, la SNCF inaugurait l'ouverture de la ligne Paris-Cergy Pontoise. Le 4 avril, des handicapés de la région parisienne intervenaient sur cette même ligne à l'appel de la Confédération de défense des handicapés et retraités (CDHR), du comité de lutte des handicapés (CLH), de délégations de divers centres d'handicapés.

Dès l'arrêt du train de 17 h 19 venant de Paris en gare de Nanterre, une cinquantaine de handicapés descendant de la rame (et cela ne se fit pas sans difficulté à cause des deux marches très hautes à descendre, des barres de séparation des portes empêchant le passage des fauteuils des handicapés moteur ce qui les avait obligés par conséquent à voyager dans le fourgon à bagages !) se dirigeait en tête de train et rejoignait sur la voie quatre des leurs qui venaient de se placer devant la locomotive.

A la surprise générale des voyageurs, des employés de la SNCF et des flics présents, le groupe constitué se retrouva dans la fosse avant que les employés ou

les flics aient eu la possibilité d'intervenir et fut bientôt rejoint par d'autres handicapés venus, eux, de province.

Le convoi bloqué, plusieurs remonterent dans les wagons pour distribuer un tract expliquant les raisons de ce mouvement et exposant les revendications des manifestants :

- Pas de transport spécifique (wagons spécialement aménagés pour les handicapés) ;
- Accessibilité pour tous aux transports, que ce soit aux gares (plans inclinés, ascenseurs, escalators...) ou aux voitures (plans inclinés, treuils, liberté de déplacement à l'intérieur des wagons, revendications particulièrement chères aux handicapés-moteurs) ;
- Suppression de la taxe de 13 francs imposée pour le transport d'un fauteuil roulant ;
- Signalisation sonore pour annoncer les gares et le côté de la descente (ceci pour les aveugles), signalisation visuelle (pour les sourds et muets).

Ces revendications furent

bien accueillies puisqu'à la descente les diffuseurs furent suivis par une quinzaine de voyageurs qui se joignirent aux manifestants. Des étudiants en médecine, actuellement en grève, apportèrent eux aussi un soutien spontané.

La voie fut ainsi bloquée pendant à peu près 35 minutes.

Les handicapés ensuite se dirigèrent vers la passerelle de la gare qui donne accès à tous les quais, ils en gravirent les 36 marches... et en interdirent l'accès.

C'est alors que les flics intervinrent. Ils arrachèrent leur mégaphone aux manifestants, se frayèrent brutalement un passage et formèrent deux cordons pour contenir les occupants et offrir le passage aux voyageurs. Le cordon fut débordé et on convint de laisser libre accès aux quais à la condition que le mégaphone soit rendu.

Pendant ce temps, deux délégations menées par la CDHR étaient reçues, l'une par le directeur du cabinet du conseil régional, l'autre par le préfet.

Et avant la dispersion de la manifestation, le secré-

taire général de la CDHR annonça les points sur lesquels il avait eu satisfaction :

- Reconnaissance des associations de défense comme étant consultatives (jusqu'ici seules les Associations gestionnaires comme par exemple l'APF étaient reconnues) ;
- Préparation d'un dossier concernant l'aménagement immédiat de la ligne Paris-Cergy et mise au point d'un planning pour les autres lignes du réseau national, par l'Administration.

C'est un pas encourageant dans la lutte que mènent les handicapés pour la reconnaissance de leurs droits.

Le soutien des Associations, leur esprit unitaire, leur détermination ont été les facteurs communs de réussite. L'action des Associations de handicapés s'en trouve renforcée. Et le soutien que les voyageurs, que certains employés de la SNCF ont apporté aux manifestants traduit bien la solidarité qui peut et doit exister entre eux.

Travailleurs, handicapés, même combat !

Le prochain bimensuel (n° 53) ne sortira pas le 18 avril mais le 25 avril

Un disque à écouter et à offrir

## la lyre des travailleurs



Un disque de la Lyre des Travailleurs, 15 F le disque. 10% de réduction pour toute commande de 10 exemplaires. Passez vos commandes et vos règlements à ACAP BP 22 94800 Villejuif. CCP. 1750-9085 Paris.

### IMPOSER LA GRATUITÉ ET LA LIBERTÉ DE L'AVORTEMENT ET DE LA CONTRACEPTION

En septembre 1979, la loi Veil sur l'avortement doit repasser devant le Parlement. Cette loi constitue un acquis incontestable des longues luttes menées pour l'avortement et la contraception libres et gratuits. Déjà lors de son adoption, plusieurs mesures, plusieurs amendements ont fait de cette législation une véritable course d'obstacles pour les femmes. De plus, selon les endroits, on se heurte à une obstruction systématique ou à un cynisme sans nom.

Mais aujourd'hui des voix s'élèvent qui veulent remettre en cause les aspects positifs de cette loi Veil. Il est nécessaire qu'un grand mouvement unitaire empêche tout retour en arrière et impose la gratuité et la liberté de l'avortement et de la contraception.

Le jeudi 26 avril à 20 h 30, le FCML organise une réunion à la Fraternité de la Belle de Mai (7, boulevard Buisson à Marseille). Des médecins, infirmières, sages-femmes, des mères de famille débattront avec vous de ces questions.

Nous comptons sur votre présence et votre participation au débat.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
 PRÉNOM .....  
 Lieu de travail .....  
 Adresse .....  
 Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
 Rédacteur en chef : Jean Quercy  
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Etisson  
 Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
 L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
 BP : 61 75561 Paris cédex 18  
 CCP : 30 226-72 D La Source  
 Tel : 205.51.10

Directeur de publication : André Druenne  
 Commission paritaire No 87 952  
 Distribution NMP  
 Imprimeur : La Nouvelle  
 Dépôt légal 2ème trimestre 1979

### ESSONNE

## Cinq équipes psychiatriques refusent les restrictions budgétaires

**L'**ENSEMBLE des personnels des cinq équipes des secteurs psychiatriques du nord de l'Essonne (Corbell, Evry, Ris-Orangis, Vi-

gneux, Yerres) est en grève reconductible (avec maintien de permanences) depuis le 15 mars 1979.

Depuis leur création, initialement animée par le Docteur Lucien Bonnafant en 1971, ces cinq équipes ont eu pour but de rechercher des pratiques psychiatriques réellement désaliénées, en proposant le plus possible d'alternatives à la classique hospitalisation en milieu psychiatrique.

Il nous apparaît que les mesures de restrictions budgétaires actuelles qui vont entraîner des suppressions de poste, visent à plus ou moins brève échéance à la « normalisation » de ce mode original de fonctionnement.

Après rencontres avec le Conseil général de l'Essonne qui supporte lui-même le poids des réformes de la fiscalité locale et avec la Direction départementale de l'Action sanitaire et sociale, (DDASS) qui applique les restrictions budgétaires communes à tout le service public, ces équipes se

trouvent contraintes de poursuivre les actions entreprises, pour obtenir en urgence le déblocage des crédits nécessaires à la poursuite de leurs pratiques.

Ces équipes, qui assurent auprès de la population un service public de qualité, fonctionnent au forfait (sans paiement de l'acte, sans prix de journée), et diminuent considérablement le nombre des journées d'hospitalisation en psychiatrie. Elles constatent donc que les pouvoirs publics qui, à travers leurs déclarations, prônent une diminution du nombre de lits d'hospitalisation associée à la recherche de nouveaux modes de soins, bloquent de fait, par ces restrictions budgétaires, un fonctionnement qui répond à ces objectifs avoués.

L'ensemble des personnels en grève  
 Les syndicats CGT, Syndicat de la psychiatrie, Syndicat des psychiatres des hôpitaux.



Dans un hospice (photo extraite du film « Promenade au pays de la vieillesse ».

Vous êtes vieux, vous avez travaillé toute votre vie ; on vous a exploité ; vous pensiez : « A la retraite, fini tout ça ». Eh bien, si vous avez quelques problèmes de santé, si vous ne pouvez plus vous débrouiller seul et si votre famille, faute d'argent, faute de place dans son logement, faute de temps — il faut travailler pour nourrir la famille — ne peut vous garder avec elle, vous allez dans une maison de retraite.

UNE ODEUR RANCE D'URINE VIEILLIE

Un matin, avec quelques effets dans votre valise, vous vous retrouvez à la Perdrière, à Vitrolles, sur les bords de l'étang de Berre. Vous avez le cœur serré bien que votre famille vous accompagne. La première chose que vous voyez en entrant dans le petit parc, c'est le parking bien fourni de la direction : Matra, Jaguar, Lamborgini, CX, BMW, qui vous injurient dans votre pauvreté. Vous rentrez dans le bâtiment dont une partie est neuve et l'autre ancienne. On vous dirige alors dans votre chambre qui se trouve dans le vieux bâtiment, évidemment vous êtes pauvre. Dans le couloir, l'odeur vous prend à la gorge, une odeur rance d'urine vieillie. Désormais, vous êtes marqué, vous sentez la Perdrière. Votre lit se trouve dans une chambre de huit. Maintenant, c'est votre premier repas sur des nappes sales, tachées de toutes parts. Vous ne mangez presque rien. Jamais, quoiqu'économisant sur votre nourriture, vous n'avez pris un repas si mauvais. Le jambon a sur sa surface des reflets comme ceux que l'on voit à la surface de l'eau mêlée à un peu de gas oil. Mais vous avez de la chance, aujourd'hui il n'y a pas ce plat de pâtes avec une sauce indéfinie qui vous flanque la diarrhée pour toute la journée et parfois plus. Devant l'encombrement des couloirs étroits, où l'on se croise avec difficulté, vous vous demandez : « Combien sommes-nous

# UN MOUROI A VITROLLES

## Itinéraire d'un vieillard

**L**A Perdrière, à Vitrolles (près de Marseille). Un mouiroir pour les vieux. Un placard où s'entassent les vieux travailleurs qui ne sont plus exploitables. Isolés dans leur détresse, oui, ils le sont. Cependant, le personnel est prêt à se battre pour eux tous, pour dénoncer le scandale de la Perdrière, pour de meilleures conditions de travail, pour le droit d'avoir des délégués syndicaux. La tension monte parmi le personnel.

### La direction fait régner la terreur

## La tension monte parmi le personnel

Il est très insuffisant, payé en moyenne 2 070 F par mois, quel que soit le travail effectué, de jour comme de nuit. La direction a licencié les deux délégués du personnel qui, d'ailleurs, ont été réintégrés par l'action de la CGT auprès de l'inspection du travail. Actuellement, la direction refuse la nomination d'une déléguée syndicale en prétextant qu'il n'y a pas assez de personnel, ce qui est faux même si on ne compte pas les employés non-déclarés. Il en est ainsi pour les médecins résidents de nuit, d'où pas de charges sociales, d'où possibilité de licencier sans préavis. C'est ce qui est arrivé aux quatre médecins résidents de nuit en octobre 1978 : ils avaient osé s'opposer à la direction et dénoncer auprès de la DDASS (\*) l'insalubrité médicale de la Perdrière. Le personnel, un peu nerveux, est sans cesse soumis aux brimades de la direction, de la famille Rayssac : il ne sait plus où donner de la tête quand il reçoit un ordre différent de chaque membre de la famille. En un mot, la direction fait régner la terreur ! Mais le personnel réagit. La section syndicale CGT qui avait été décapitée l'année dernière est remise sur pied et prête à reprendre le combat aussi bien à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur pour dénoncer le mouiroir de la Perdrière. La tension monte parmi le personnel. Il est sûr que bientôt la Perdrière, transformée en poudrière, explosera.

(\*) DDASS : Direction départementale de l'action sociale et sanitaire.

dans cet asile ? ». Dans les beaux jours, vous êtes 207. Vous pensez que le nombre d'employés pour s'occuper de vous doit être important. Alors vous observez et vous en comptez de cinq à dix suivant les jours. Un personnel qui voudrait bien vous venir en aide dans votre détresse mais qui n'a pas le temps. Faire les lits, laver les pensionnaires, changer les personnes incontinentes, faire manger ceux qui ne peuvent le faire seuls.

UN LIT VIDE NE RAPPORTE RIEN

Une nuit, votre voisin est malade, il geint, mais comme il n'y a pas de sonnette dans le vieux bâtiment, vous vous habillez et allez prévenir les deux veilleuses de nuit (deux personnes sans qualification pour 207 pensionnaires). Bientôt, le médecin résident, en général un étudiant en fin d'études, arrive. Il examine le malade et conclut qu'il faut l'hospitaliser. Au bout d'un quart d'heure, l'ambulance arrive, mais la direction ne veut pas entendre parler d'hospitalisation. Un lit vide ne rapporte rien et on ne peut mettre personne à la place de l'hospitalisé car il faut lui garder sa place. La direction interdit au médecin résident d'hospitaliser le malade et appelle le médecin officiel de la Perdrière pour avoir son avis. Finalement, après une ou deux heures de discussion, votre voisin part en ambulance à Marseille. L'hospitalisation était trop urgente et l'ambulance revient déposer un cadavre. Vous n'êtes plus tellement rassuré et si cela vous arrivait ? Le lendemain, visite du médecin. Il serre la main aux pensionnaires, il est pressé. Vous n'osez pas lui présenter vos doléances et vous continuez à souffrir en silence. Un soir, vous trébuchez et vous vous faites une petite plaie, le médecin résident vient vous mettre des points mais il n'a même pas de gants stériles. Le cauchemar de la Perdrière n'est pas fini, vous avez encore beaucoup d'années à passer et beaucoup de choses à découvrir.